

Réunion mondiale du Forum politique pour le développement
Session sur la mobilisation des ressources nationales

21 mars 2018 (14h00-15h30)

Objectif(s) :

L'objectif de cet atelier est d'identifier les principaux aspects liés à la mobilisation des ressources nationales d'après les expériences positives de différents acteurs, notamment les autorités locales (AL), les organisations de la société civile (OSC) et le secteur privé.

Résultats attendus :

- Échange d'expériences entre les représentants des AL, des OSC et du secteur privé.
- Identification des conditions d'un environnement favorable à la mobilisation durable des ressources nationales.
- Échange de bonnes pratiques.

Contexte :

L'amélioration de la mobilisation des ressources nationales est un élément essentiel des efforts de tous les gouvernements pour parvenir à une croissance inclusive, à l'éradication de la pauvreté et au développement durable. Cela accroît la prévisibilité et la stabilité du financement du développement durable et réduit la dépendance vis-à-vis de l'aide. Allié à une saine gestion des dépenses publiques, cela permet de fournir davantage de biens et de services publics où ils sont nécessaires et renforce ainsi le contrat social entre l'État et les citoyens (article 100 du consensus européen pour le développement adopté le 19 mai 2017).

Les impôts locaux effectivement perçus représentent moins de 1 % du revenu national des pays partenaires de l'UE et les recettes provenant des taxes foncières sont quasi nulles. Dans ce contexte, les autorités locales, qui ont de plus en plus d'activités à mettre en œuvre dans le cadre des processus de décentralisation, ne sont pas en mesure de financer les investissements qui s'avèrent nécessaires pour fournir des services locaux (accès à l'eau, assainissement, éducation, gestion des déchets) et s'acquitter des responsabilités qui leur incombent. La faiblesse des ressources nationales dont elles disposent réduit leur capacité à demander les prêts qui seraient indispensables pour financer leur développement.

Alors que les flux d'aide publique au développement (APD) au niveau international diminuent et que les territoires sont confrontés à d'énormes défis liés à l'expansion urbaine, il est essentiel que les autorités locales renforcent la mobilisation de leurs ressources nationales, qui sont les clés de leur autonomie et de leur capacité à financer leur développement.

Les autorités locales des pays partenaires de l'UE doivent régler des problèmes communs en ce qui concerne leur autonomie financière :

- i) La faiblesse de la mobilisation des ressources : elles manquent de moyens pour identifier et localiser les contribuables et les activités imposables. Le taux de couverture des impôts locaux par rapport à leur potentiel fiscal est très faible.
- ii) Le manque de capacités de gestion des finances locales : mise en œuvre insuffisante des mesures budgétaires et financières existantes due à l'absence de procédures appropriées ou, lorsqu'elles existent, au manque de renforcement des capacités des fonctionnaires.
- iii) L'absence de dialogue et de coopération entre les autorités financières nationales et les autorités locales. Cela se traduit, au niveau local, par une faible réaffectation des ressources vers les villes. En outre, les différentes étapes de la chaîne fiscale (identification des contribuables, émission, collecte) sont suivies avec moins d'efficacité par les autorités nationales, qui sont très éloignées des réalités locales.
- iv) La difficulté à mobiliser la population autour des questions fiscales.

Méthodologie :

Cet atelier repose sur l'expérience des acteurs ayant participé à la mise en œuvre des programmes de mobilisation des ressources nationales. Son objectif est d'identifier les conditions d'un environnement favorable à la mobilisation des ressources nationales au niveau local.

Des orateurs représentant des acteurs internationaux qui travaillent autour de cette thématique, comme la Commission européenne et le Parlement européen, interviendront également.

À la fin de l'atelier, le modérateur énumérera les voies et moyens à mettre en œuvre en précisant quels acteurs doivent être mobilisés afin d'augmenter les ressources nationales.